

« Le capitalisme, sous sa forme néolibérale, fait le lit du fascisme »

Ugo Palheta est sociologue, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université de Lille. Ses travaux portent sur les trajectoires des jeunes des milieux populaires et sur le danger fasciste.

L'US Mag : Le concept de populisme est aujourd'hui largement préféré à celui de fascisme, ce dernier étant souvent considéré comme appartenant à une époque révolue.

Pourquoi choisissez-vous de ressusciter le concept de fascisme ?

Ugo Palheta : Je dirais qu'il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, la catégorie de populisme est beaucoup trop vague pour caractériser spécifiquement les forces et les projets d'extrême droite ; elle a essentiellement des fonctions polémiques, permettant de mêler gauche radicale et extrême droite dans un même opprobre et d'occulter leur opposition fondamentale, et de stigmatiser le peuple en politique : la critique du populisme est en fait bien souvent une critique du « peuple » en politique, réputé prompt à des délires autoritaires et xénophobes alors même que ce sont les gouvernements qui se succèdent au pouvoir qui ont engagé, notamment depuis une dizaine d'années, un tournant autoritaire et anti-migrants. L'autre raison c'est que la plupart des partis d'extrême droite, dont le FN, n'ont pas renoncé à un projet et à une idéologie de type fasciste, même s'ils ont pris le parti, pour être en capacité de progresser sur la scène électorale, de marquer la rupture avec les modes d'action (milices armées notamment) les plus explicitement associées au fascisme historique ; on devrait néanmoins remarquer que le fascisme historique avait aussi bâti son succès sur une tactique légale (intervention habile dans les élections ou au Parlement, et usage intensif de la propagande).

L'US Mag : Quels sont les principaux traits du fascisme ?

U. P. : Je dirais que le fascisme au sens plein constitue l'articulation stratégique entre une certaine pratique de la violence extra-étatique (des bandes constituant un véritable appareil de mobilisation, d'encadrement et de violence de masse) et un projet nationaliste d'un type particulier. Il est donc important



© Raphaël Schneider

« Le néolibéralisme a cet effet hautement paradoxal de renforcer et d'affaiblir la classe dominante »

de caractériser ce projet ou cette idéologie, car même si les fascistes sont parfaitement opportunistes en matière de programme, cela ne signifie en rien qu'ils n'ont pas d'idéologie. Comme toute idéologie nationaliste, le projet fasciste prétend viser une renaissance nationale, mais les fascistes font dépendre celle-ci d'une double opération de purge politique et de purification ethno-raciale. S'il en est ainsi, c'est que leur vision essentialisée de la Nation, ou leur mythe national, repose sur un fantasme d'homogénéité ethno-raciale (qui n'a pas besoin de reposer sur une vision pseudo-biologique pour être totalitaire) et d'unanimité politique (un objectif d'unité nationale poussé jusqu'au bout). C'est pour eux en imposant cette homogénéité et cet unanimité que la Nation pourra enfin renaître, rayonner à nouveau, dominer, etc.

L'US Mag : Pourquoi le néolibéralisme renforce-t-il les tendances autoritaires de l'État ?

U. P. : Le néolibéralisme a cet effet hautement paradoxal de renforcer et d'affaiblir la classe dominante. D'un côté, cela renforce sa capacité économique à tirer des profits (rogné le code du travail permet d'intensifier l'exploitation, détruire les services publics permet d'ouvrir de nouveaux champs à l'accumulation du capital, etc.). De l'autre, cela déstabilise sa domination politique en délégitimant le personnel politique traditionnel et en brisant la confiance que la majorité de la population pouvait avoir dans la capacité de l'ordre existant à assurer un certain bien-être social. Avec la destruction des compromis sociaux ce ne sont pas seulement les inégalités qui augmentent mais aussi la défiance vis-à-vis des institutions politiques. La conséquence c'est que la perpétuation de cet ordre, puisqu'elle peut de moins en moins reposer sur le consentement des populations, tend à se fonder de plus en plus sur la répression de toutes les formes de contestation mais aussi de la pauvreté (ce dont

témoigne le traitement particulièrement brutal des quartiers populaires), ainsi que sur le contournement des instances élues et des votes des peuples quand ceux-ci se prononcent pour l'arrêt de l'austérité.

L'US Mag : Est-ce qu'on peut pour autant considérer ce renforcement des tendances autoritaires comme du fascisme ?

U. P. : Non, un État autoritaire n'est pas un État fasciste au sens où les formes démocratiques minimales et certaines garanties juridiques sont maintenues, mais la pente vers l'autoritarisme favorise à l'évidence les fascistes, pour différentes raisons. Tout d'abord, cela banalise leurs programmes ultra-autoritaires, amenant des secteurs de la classe dominante à considérer d'un œil plus favorable l'arrivée au pouvoir des fascistes. Ensuite, cela renforce les appareils

de répression de l'État où les idées fascistes sont particulièrement implantées, certains services (la BAC notamment) pouvant aisément constituer le noyau de futures milices armées. En outre, cela crée toute une base institutionnelle et un arsenal juridique qui permettraient aux fascistes, parvenant au pouvoir seuls ou en alliance, d'empêcher toute contestation et de liquider toute opposition. Enfin, l'autoritarisme tend à habituer les populations à se tenir tranquilles, par peur de la répression et légitimation du traitement brutal imposé aux minorités (migrants, musulmans, noirs, roms, etc.) et aux mobilisations sociales.

L'US Mag : *Vous parlez d'une offensive raciste et nationaliste, où prend-elle sa source ?*

U. P. : Elle prend d'abord sa source dans l'existence en France d'un racisme structurel dont sont l'objet les immigrés et descendants d'immigrés non européens. Pour celles et ceux qui en sont la cible, ce racisme ne se présente pas uniquement sous la forme de mots ou de regards vexatoires mais aussi et surtout de discriminations systémiques (à l'embauche, à la promotion, au logement, etc.), de ségrégations (spatiale, scolaire et professionnelle), de contrôles au faciès et de violences policières (pouvant aller jusqu'au crime). S'il en est ainsi c'est que la France est une vieille puissance impériale qui n'a jamais affronté son passé colonial et son présent néocolonial, où le racisme n'a donc cessé de muter tout en demeurant ce qu'il est fondamentalement, un processus d'infériorisation matérielle et de dégradation symbolique.

Ce que je défends spécifiquement dans mon livre, c'est que le racisme a progressé dans l'ensemble du champ politique depuis les années 1980, favorisant la renaissance puis l'ascension du fascisme.

Non seulement une parole s'est libérée (contre les migrants, les musulmans, les roms, les noirs, etc.), mais les politiques visant les minorités ethno-raciales sont devenues de plus en plus brutales et discriminatoires. La responsabilité première n'en revient pas au Front national, puisqu'il n'a pas été au pouvoir, mais aux gouvernements qui se sont succédé depuis les années 1980. Le PS a joué un rôle crucial dans ce processus : en se ralliant aux positions de la droite, et notamment à l'idée que l'immigration et l'islam seraient fondamentalement des « problèmes » pour la société française, il a largement contribué à façonner un double consensus, antimigratoire puis islamophobe, dont il est très difficile de s'extraire sans passer pour « angéliste », quand on n'est pas accusé d'être une sorte de traître à la patrie. Cet aiguisement du nationalisme et du racisme dans la politique française me semble s'expliquer par le fait que, tous ces

gouvernements menant des politiques impopulaires sur le plan économique et social, ils sont tentés de conquérir une forme d'hégémonie sur un autre terrain : celui du nationalisme, de la xénophobie et du racisme. Il s'agit par là, d'une certaine manière, de donner le sentiment à la majorité blanche que, peu importe les énormes inégalités qui la traversent, elle constituerait un bloc moralement et culturellement supérieur, et aurait à ce titre des droits spécifiques sur la nation française (« on est chez nous »), notamment le droit d'exclure, de dominer ou d'inférioriser celles et ceux qui, même s'ils sont juridiquement français, devraient être considérés et se considérer comme de perpétuels invités.

L'US Mag : *Le Front national est-il selon vous en mesure d'imposer un régime fasciste en France ?*

U. P. : À lui tout seul et avec ses forces actuelles non, mais l'histoire est capricieuse, jamais donnée d'avance : des segments de la droite pourraient s'en détacher en prenant au sérieux les convergences idéologiques et finir par s'allier avec le FN, le poussant

« L'autoritarisme tend à habituer les populations à se tenir tranquilles, par peur de la répression »

ainsi au pouvoir. Même une victoire lors d'une élection présidentielle n'est pas à exclure à mon sens, étant donné la profondeur de la crise politique et en particulier la défiance généralisée envers le personnel politique traditionnel. Une telle conquête du pouvoir ouvrirait un cycle politique imprévisible et extrêmement dangereux : non seulement la Cinquième République – particulièrement avec le durcissement autoritaire des dix dernières années – se prête assez parfaitement à une transition vers un régime de type fasciste, mais on peut imaginer que les dirigeants fascistes seraient suffisamment habiles pour maquiller dans un premier temps leurs intentions puis d'user de toutes les occasions (attentats, manifestations, etc.) pour construire un pouvoir ultra-autoritaire rendant impossible ou presque toute forme de lutte ouverte, politique ou syndicale, et même toute forme déclarée d'opposition.

L'US Mag : *Comment peut-on conjurer le désastre que serait l'avènement du fascisme ?*

U. P. : Il faut reprendre les choses à la racine. Qu'est-ce qui fait le lit du fascisme ? Le capitalisme sous sa forme néolibérale, avec son cortège d'inégalités monstrueuses et de précarité ; il faut donc



une rupture avec le néolibéralisme, ce qui implique nécessairement de s'attaquer aux profits et à la propriété privée des grandes entreprises. Mais c'est aussi le racisme, en particulier sous la forme de l'islamophobie qui constitue l'un des axes principaux de renforcement du fascisme en Europe de l'ouest ; il faut donc briser le racisme structurel

par des politiques systématiques de lutte contre les discriminations, par l'abrogation des lois et circulaires islamophobes, par la liberté de circulation et d'installation, etc. C'est enfin l'autoritarisme qui favorise les fascistes et avec lequel il faut donc rompre, non pour revenir à ce qui précédait mais en visant la construction d'une démocratie réelle, supposant à la fois une transformation radicale des institutions politiques et une politisation démocratique des lieux de travail, avec un principe simple : dans une entreprise et dans l'économie tout entière, c'est à celles et ceux qui produisent toutes les richesses, donc aux salariés, de décider. C'est sur la base d'une orientation de ce type que l'on pourrait faire durablement reculer les fascistes, mais cela suppose par ailleurs qu'un tel programme soit porté par un front uni (politique, syndical et associatif), permettant à la fois de se défendre face à des fascistes de plus en plus agressifs mais aussi de partir à la conquête du pouvoir politique, pour transformer radicalement cette société et éradiquer ainsi le poison fasciste. ■

Propos recueillis par Clarisse Guiraud